

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/DZA/20**

22 avril 2002

(02-2268)

---

**Groupe de travail de  
l'accession de l'Algérie**

Original: français

## **ACCESSION DE L'ALGÉRIE**

### Renseignements sur les politiques affectant le commerce des services

La Mission permanente de la République Algérienne démocratique et populaire a fait parvenir au Secrétariat l'information sur les politiques affectant le commerce des services.

---

TABLEAU 1: Mesures concernant l'accès aux marchés

Mode(s) de fourniture	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
A. APPLICATION HORIZONTALE		
3) <u>Présence commerciale</u>  4) <u>Présence de personnes physiques</u>	3) Obligation d'immatriculation au registre de commerce pour toute entreprise commerciale ayant son siège à l'étranger et qui ouvre en Algérie, une agence, une succursale ou tout autre établissement.  4) Satisfaire aux conditions légales de séjour des étrangers.	Article 4 du décret N° 97-41 du 18 janvier 1997 relatif aux conditions d'inscription au registre du commerce pris en application de la Loi N°90-22 du 18 août 1990 relative au registre commerce. Ordonnance N°66-211 du 21 juillet 1966 relative à la situation des étrangers en Algérie. Décret N°66-212 du 21 juillet 1966 portant application de l'Ordonnance précitée. Loi N°81-10 du 11 juillet 1981 relative aux conditions d'emploi des travailleurs étrangers.
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES		
A. Services professionnels		
d) Services d'architecture		
3) <u>Présence commerciale</u>  4) <u>Présence de personnes physiques</u>	3) Inscription au tableau national des architectes. Cette inscription vaut agrément. Inscription au registre du commerce.  4) Aptitudes professionnelles. Agrément fourni par le conseil de l'ordre des architectes et la législation sur la circulation des personnes.	Décret législatif N° 94-07 du 18 mai 1994 relatif aux conditions de la production architecturale et à l'exercice de la profession d'architecte.
e) Services d'ingénierie		
3) <u>Présence commerciale</u>  4) <u>Présence de personnes physiques</u>	3) Agrément délivré par le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme.  4) Compétences professionnelles. Agrément du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme.	Décret N°68-652 du 26 décembre 1968 fixant les conditions dans lesquelles les personnes privées peuvent conclure des contrats ou marchés d'études avec les services du Ministère des Travaux Publics et de la Construction. Arrêté interministériel du 15 mai 1988 portant modalités d'exercice et de rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment modifié par l'Arrêté interministériel du 04 juillet 2001.

Mode(s) de fourniture	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
F. Autres Services fournis aux entreprises		
h) Services annexes aux industries extractives: - Activités de prospection, recherches et exploitation de pétrole et de gaz: secteur des hydrocarbures		
1) <u>Fourniture transfrontière</u>  2) <u>Consommation à l'étranger</u>  3) <u>Présence commerciale</u>	1) Obligation de conclure un contrat avec l'entreprise publique pour la réalisation et l'exploitation de canalisation de transport d'hydrocarbures 2) Conclusion d'un contrat avec la société nationale Les activités de prospection, de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures sont monopole de l'Etat. L'exercice de ce monopole est confié aux entreprises publiques 3) Participation étrangère limitée à un taux maximum de 94 pour cent de l'investissement global. Obligation de conclure contrat avec l'entreprise nationale. L'organe operating est présidé par un représentant de l'entreprise nationale	Article 17 modifié et complété de la loi N°86-14 du 19 août 1986. Article 20 à 29 de la loi no. 86-94 du 19 août 1986 relative aux activités de prospection, de recherche d'exploitation et de transport des hydrocarbures. Loi susmentionnée. Décret no. 87-159 du 21 juillet 1987 relatif à l'intervention des sociétés étrangères dans les activités de prospection de recherche et d'hydrocarbure.
- Activités de recherche et d'exploitation de substances minérales: secteur des mines		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Obligation de s'associer à une entreprise nationale. Les parties au contrat pouvant convenir de la création: soit d'une association en participation sans personnalité morale, soit d'une société commerciale par actions de droit algérien	Les substances minérales sont propriété de l'Etat (art. 1 de la loi no. 84-06 du 7 janvier 1984 relative aux activités minières)
j) Services annexes à la distribution de l'énergie: - Distribution des produits pétroliers		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Autorisation du Ministère chargé des hydrocarbures	Décret exécutif no. 97-435 17 novembre 1997 portant réglementation du stockage et de distribution des produits pétroliers

Mode(s) de fourniture	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
2. SERVICES DE COMMUNICATION		
B. Services de courriers		
a) Courrier ordinaire, d'un poids inférieur à 2 kg		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Service établi, exploité et fourni par l'opérateur public "Algérie Poste" sous le régime de l'exclusivité.	Loi n° 2000-03 du 5 août 2000 (art. 61 à 66) fixant les règles générales relatives à la poste et aux télécommunications. Décret exécutif n° 01-418 du 20 décembre 2001 relatif au régime d'exploitation applicable à chaque service et prestation de la poste.
b) Courrier accéléré international		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Services soumis à l'obtention d'une autorisation délivrée par l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications moyennant acceptation du cahier des charges et paiement d'une redevance annuelle.	Loi n° 2000-03 du 5 août 2000. Décret exécutif 01-418 du 20 décembre 2001. Décret 02-44 du 14 janvier 2002 fixant le montant de la redevance annuelle applicable aux opérateurs titulaires d'autorisation d'exploitation des prestations de la poste.
C. Services de télécommunication		
a) Services téléphoniques		
- Téléphone fixe - réseau de services téléphoniques partagés		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Néant à partir de 2005. soumis à l'obtention d'une licence.	Loi n° 2000-03 du 5 août 2000. Décret 01-123 du 9 mai 2001 définissant les régimes d'exploitation. Décret 01-124 du 9 mai 2001 portant définition de la procédure applicable à l'adjudication par appel d'offre à la concurrence pour l'octroi des licences en matière de télécommunications.
- Téléphone mobile		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Exploité par 2 opérateurs jusqu'à la fin 2003. Néant à partir de 2004. Soumis à l'obtention d'une licence.	Loi n° 2000-03 du 5 août 2000. Décret 01-123 du 9 mai 2001 définissant les régimes d'exploitation. Décret 01-124 du 9 mai 2001.
- Téléphone mobile/Satellite (maritime et aéronautique)		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Néant à partir de 2003, soumis à l'obtention d'une licence.	Loi n° 2000-03 du 5 août 2000. Décret 01-123 du 9 mai 2001 définissant les régimes d'exploitation. Décret 01-124 du 9 mai 2001.

Mode(s) de fourniture	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
- Réseau de services téléphoniques dédiés (spécialisés)		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Soumis à l'obtention d'une autorisation.	Loi n° 2000-03 du 5 août 2000. Décret 01-123 du 9 mai 2001 définissant les régimes d'exploitation
b) Service de transmission de données avec commutation par paquets c) Services de transmission de données avec commutation de circuits		
1) <u>Fourniture transfrontières</u>	1) Néant à partir de 2005	Loi n° 2000-03 du 5 août 2000. Décret 01-123 du 9 mai 2001 définissant les régimes d'exploitation. Décret 01-124 du 9 mai 2001.
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Néant à partir de 2005, soumis à l'obtention d'une licence lorsqu'il s'agit d'un réseau ouvert au public.	
d) Service télex		
1) <u>Fourniture transfrontières</u>	1) Non consolidé	Loi n° 2000-03 du 5 août 2000. Décret 01-123 du 9 mai 2001 définissant les régimes d'exploitation.
2) <u>Consommation à l'étranger</u>	2) Non consolidé	
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Services soumis au régime de la simple déclaration.	
7. SERVICES FINANCIERS		
A. Services d'assurances et relatifs à l'assurance		
a) Services d'assurance sur la vie, d'assurance accident et d'assurance maladie		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Seules les sociétés créées sous la forme SPA ou à forme mutuelle.	Art 204,207, 215, 216 et 218 de l'ordonnance 95-07 du 25 janvier 1995 relative aux assurances. Décret exécutif N°95-344 relatif au capital social minimum des sociétés d'assurance.
b) Services d'assurance autres que sur la vie		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Seules les sociétés créées sous la forme SPA ou à forme mutuelle dûment agréées peuvent accéder au marché.	Art 204,207, 215, 216 et 218 de l'ordonnance 95-07 du 25 janvier 1995 relative aux assurances. Décret exécutif N°95-344 relatif au capital social minimum des sociétés d'assurance.
c) Services de réassurance et de rétrocession		
1) <u>Fourniture transfrontières</u>	1) Sous réserve du respect de la cession obligatoire sur les opérations d'assurances directes au profit du réassureur désigné par le Ministère des Finances.	Art 208 et 211 de l'ordonnance 95-07 du 25 janvier 1995 relative aux assurances. Décret exécutif n°98-213 du 30 septembre 1998 modifiant le décret exécutif n°95-409 du 9 décembre 1995, notamment son art 3 relatif à la cession obligatoire en réassurance.

Mode(s) de fourniture	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
d) Services auxiliaires à l'assurance (y compris les services de courtage et d'agent général)		
- Courtiers et agents généraux		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) L'Agrément préalable. L'agrément bénéficie aux seuls nationaux	Articles 252 à 268 de l'ordonnance 95-07 du 25 janvier 1995. Articles 4 à 21 du décret 95-340 du 30 octobre 1995.
- Experts et commissaires d'avaries		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) L'Agrément préalable.	Articles 269 à 273 de l'ordonnance 95-07 du 25 janvier 1995. Décret 96-46 du 17 janvier 1996.
B. Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)		
a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public		
1) <u>Fournitures transfrontières</u>	1) non autorisé	Loi 90-10 relative à la monnaie et au crédit du 14/04/90 modifiée et complétée par l'ordonnance 01-01 du 27 février 2001. Règlement 95-07 du 23 décembre 1995 relatif au contrôle des changes et textes subséquents. Règlement 97-04 du 31 décembre 1997 du 3 décembre 1997 relatif au système de garantie des dépôts bancaires. Instruction 09-2000 du 31 décembre 2000 portant détermination du taux de la prime due au titre de la participation de la société de garantie de dépôts
2) <u>Consommation à l'étranger</u>	2) non autorisé	
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Seules les banques sont habilitées à accepter les dépôts et autres fonds remboursables	
b) Prêts de tous types		
1) <u>Fournitures transfrontières</u>	non autorisé à l'exception des prêts destinés au financement des investissements et opérations commerciales en conformité avec la réglementation des changes	Loi 90-10, Règlements 90-03, 95-07, Instructions 20-94, 68-94, 07-97, 02-2001, 03-2001, 07-2001, suscités en application sectorielle.
2) <u>Consommation à l'étranger</u>		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Seules les banques et établissements financiers sont habilités à exercer cette activité	
c) Crédit-bail		

Mode(s) de fourniture	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
1) <u>Fournitures transfrontières</u> 2) <u>Consommation à l'étranger</u> 3) <u>Présence commerciale</u>	1) considéré comme une opération de crédit, les mouvements de 2) fonds initiés par le crédit bail, sot soumis à la réglementation des changes 3) les activité exercée par les banques établissements financiers	Loi 90-10, règlement 95-07,règlement 96-06, instruction 06-96 susvisés en application sectorielle
d) Tous services de règlements et de transferts monétaires		
1) <u>Fournitures transfrontières</u> 2) <u>Consommation à l'étranger</u> 3) <u>Présence commerciale</u>	Les mouvements de fonds liés obéissent à la réglementation des changes  3) Ces services passent par les banques et établissements financiers	Loi 90-10, règlement 90-03, 95-07, 95-08
e) Garanties et engagements		
1) <u>Fournitures transfrontières</u> 2) <u>Consommation à l'étranger</u> 3) <u>Présence commerciale</u>	Les mouvements de fonds (transferts et rapatriements lis à ces opérations obéissent à la réglementation des changes e vigueur. Les banques peuvent émettre des actes de garanties au profit des résidents et des actes de garantie et de contre-garantie au profit de non-résidents	Loi 90-10, règlements 93-02, 95-07, Instructions 05-94
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES		
A. Services d'hôtellerie et de restauration		
a) Hôtellerie		
3) <u>Présence Commerciale</u>  4) <u>Présence de personnes physiques</u>	3) Exploitation soumise à l'obtention préalable d'une autorisation d'exploitation délivrée par l'administration chargée du tourisme. (La création d'un terrain de camping est subordonnée en plus de l'autorisation d'exploitation, à une autorisation préalable délivrée par le Wali territorialement compétent) 4) Agrément du gérant sur la base des aptitudes professionnelles	Loi n° 99-01 du 06 janvier 1999 fixant les règles relatives à l'hôtellerie article 52. Décret exécutif n°01-138 du 26 mars 2001 modifiant et complétant le décret n°8514 du 26 janvier 1985 fixant les conditions de création et d'exploitation des terrains de camping. Loi n° 99-01 du 6 janvier 1999 fixant les règles relatives à l'hôtellerie article 55. Décret exécutif n° 2000-130 du 11 juin 2000 fixant les normes et les conditions de classement en catégorie des établissements hôteliers (annexe).

Mode(s) de fourniture	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
b) Restauration		
3) <u>Présence Commerciale</u>	3) Inscription au registre du commerce et autorisation administrative préalable délivrée par le Wali. Ainsi en est il pour les débits de boissons pour lesquels l'obtention d'une licence est exigée. (restauration rapide et de boisson non classée). Licence dans les mêmes conditions pour les établissements classés.	Circulaire interministérielle du 05/01/1995 précisant les modalités d'exploitation et de contrôle des établissements de restauration rapide et de boissons non classées. Décret 59-75 du 29 avril 1975 (Ministère de l'Intérieur)
4) <u>Présence de personnes physiques</u>	4) Néant	
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques		
3) <u>Présence Commerciale</u>	3) Licence d'exploitation délivrée par le Ministère chargé du Tourisme	Loi n° 99-06 du 4 avril 1999 fixant les règles régissant l'activité de l'agence de tourisme et des voyages article 6. Décret exécutif n°2000-48 du 1 mars 2000 fixant les conditions et les modalités de création et d'exploitation des agences de tourisme et des voyages article 2. Loi n° 99-06 du 4 avril 1999 article 7 et décret n° 2000-48 du 1 mars 2000 fixant les conditions et les modalités de création et d'exploitation des agences de tourisme et des voyages article 3.
4) <u>Présence de personnes physiques</u>	4) Aptitudes professionnelles	
C. Services de guides touristiques		
3) <u>Présence Commerciale</u>	3) Société de droit algérien. Condition de la nationalité algérienne	Code du Commerce - Décret n° 92-121 du 14 mars 1992 portant réglementation de la profession de guide du tourisme article 10. Même décret article 11 modifié par le décret exécutif n° 96-341 du 12 octobre 1996. Décret n° 92-121 du 14 mars 1992 article 18
4) <u>Présence de personnes physiques</u>	4) Agrément du guide. Aptitudes professionnelles	
11. SERVICES DE TRANSPORT		
f) Services annexes des transports maritimes - Courtage maritime/Consignation maritime		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Activités ouvertes à la concurrence conformément à la réglementation en vigueur/Suppression monopole conféré aux entreprises nationales chargées de ces activités (GEMA/ENTMV/SNTM-HYPROC).	Loi n°98-05 du 25 Juin 1998, modifiant et complétant l'ordonnance n° 76-80 du 23 Octobre 1976 portant code maritime. Décret exécutif n° 01-286 du 24 Septembre 2001 fixant les conditions d'exercice des activités de consignataire de navire, de consignataire de la cargaison et de courtier maritime.



Mode(s) de fourniture	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
A. Services de transport maritime		
- Transport international de voyageurs réguliers		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Services ouverts pour les sociétés de droit algérien (Armateurs)/Suppression du monopole conféré à L'Entreprise Nationale de Transport Maritime de Voyageurs (ENTMV).	Loi n°98-05 du 25 Juin 1998, modifiant et complétant l'ordonnance n° 76-80 du 23 Octobre 1976 portant code maritime. Décret exécutif n° 2000-81 du 9 Avril 2000 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des services de transport maritime.
b) Transport international de marchandises réguliers		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Services ouverts pour les sociétés de droit algérien Armateurs)/Suppression du monopole conféré à la SNTM-CNAN et à la SNTM-HYPROC.	Loi n°98-05 DU 25 Juin 1998, modifiant et complétant l'ordonnance n° 76-80 du 23 Octobre 1976 portant code maritime. Décret exécutif n° 2000-81 du 9 Avril 2000 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des services de transport maritime
b) Transport maritime de marchandises non régulier (TRAMPING)		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Services ouverts pour les sociétés de droit algérien Armateurs) / Suppression du monopole conféré à la SNTM-CNAN et à la SNTM-HYPROC.	- Loi n°98-05 du 25 Juin 1998, modifiant et complétant l'ordonnance n° 76-80 du 23 Octobre 1976 portant code maritime. Décret exécutif n° 2000-81 du 9 Avril 2000 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des services de transport maritime.
c) Location de navires (affrètement)		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Activité ouverte pour les sociétés de droit algérien Armateurs) / Suppression du monopole conféré aux Entreprises Nationales de Transport Maritime.	Loi n°98-05 du 25 Juin 1998, modifiant et complétant l'ordonnance n° 76-80 du 23 Octobre 1976 portant code maritime. Texte d'application (décret exécutif) en cours.
E. Services de transport ferroviaire		
a) Transport des voyageurs		
1) <u>Fourniture transfrontières</u>	1) Aucune restriction	Respect de la législation nationale (Douanes- Police) et conformément à la convention internationale sur les transports ferroviaires COTIF. Article 17 de la constitution. Loi n°01-13 du 7 Août 2001 portant orientation et organisation des transports terrestres.
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Réseau ferroviaire sous le régime de la concession	

Mode(s) de fourniture	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
b) Transport de marchandises		
1) <u>Fourniture transfrontières</u> 3) <u>Consommation à l'étranger</u>	1) Aucune restriction 3) Réseau ferroviaire sous le régime de la concession	Respect de la législation nationale (Douanes- police) et conformément à la convention internationale sur les transports ferroviaires COTIF. Article 17 de la constitution. Loi n°01-13 du 7 Août 2001 portant orientation et organisation des transports terrestres.
F. Services de Transport Routier		
a) Transport de voyageurs		
1) <u>Fourniture transfrontières</u> 3) <u>Présence commerciale</u>	1) Autorisation de circuler, paiement de redevances 3) Autorisé	Loi de finances pour 1981. Loi n° 01-13 du 7 août 2001 portant orientation et organisation des transports terrestres. Décret exécutif n°91-195 du 1Juin 1991 fixant les conditions générales d'exercice des activités de transports terrestres de personnes et de marchandises
b) Transport de marchandises		
1) <u>Fourniture transfrontières</u> 3) <u>Présence commerciale</u>	1) Autorisation de circuler, paiement de redevances 3) Autorisé	Loi de finances pour 198. Loi n° 01-13 du 7 août 2001 portant orientation et organisation des transports terrestres. Décret exécutif n°91-195 du 1Juin 1991 fixant les conditions générales d'exercice des activités de transports terrestres de personnes et de marchandises
e) Services annexes des Transports Routiers - Courtier de fret		
3) Présence commerciale	3) Autorisé	Conformément au décret exécutif n° 94-231 du 27 juillet 1994 fixant les conditions et modalités d'exercice des professions de courtier de fret et de commissionnaire de marchandises
- Commissionnaires de transport de marchandises		
3) Présence commerciale	3) Autorisée	Conformément au décret exécutif n° 94-231 du 27 juillet 1994 fixant les conditions et modalités d'exercice des professions de courtier de fret et de commissionnaire de marchandises

TABLEAU 2: Mesures concernant le traitement national

Mode(s) de fourniture	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
<b>A. APPLICATION HORIZONTALE</b>		
4) <u>Présence de personnes physiques</u>	4) Niveau minimum requis: technicien et à condition que le poste ne peut être pourvu par un travailleur national	Articles 3 et 5 de la loi N°81-10 du 11 juillet 1981 relative aux conditions des travailleurs étrangers.
<b>B. APPLICATION SECTORIELLE OU SOUS-SECTORIELLE</b>		
<b>7. SERVICES FINANCIERS</b>		
<b>A. Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance</b>		
d) Services auxiliaires à l'assurance (y compris les services de courtage et d'agent général)		
3) <u>Présence commerciale</u>	3) Seuls les nationaux (personnes physiques ou morales) peuvent exercer les services de courtage et d'agent général.	Articles de 4 à 7 et de 15 à 21 du décret 95-340 du 30 octobre 1995.
<b>B. Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)</b>		
a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public		
b) Prêts de tous types		
c) Crédit-bail		
d) Tous services de règlements et de transferts monétaires		
e) Garanties et engagements		
1) <u>Fournitures transfrontières</u>	3) IDEM que pour l'accès au marché	
2) <u>Consommation à l'étranger</u>		
3) <u>Présence commerciale</u>		
4) <u>Présence de personnes physiques</u>		

Mode(s) de fourniture	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES		
A. Services d'hôtellerie et restauration		
1) <u>Fournitures transfrontières</u>	1) Néant	
2) <u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3) <u>Présence Commerciale</u>	3) Néant	
4) <u>Présence Physique</u>	4) Néant	
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques		
1) <u>Fournitures transfrontières</u>	1) Néant	
2) <u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3) <u>Présence Commerciale</u>	3) Néant	
4) <u>Présence Physiques</u>	4) Néant	
C. Services de guides touristiques		
1) <u>Fournitures transfrontières</u>	1) Néant	
2) <u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3) <u>Présence Commerciale</u>	3) Néant	
4) <u>Présence physique</u>	4) Condition de la nationalité Algérienne	

TABLEAU 3: Mesures concernant le traitement de la nation la plus favorisée (NPF)

Modes de fournitures	Mesures	Lois et réglementation pertinentes
<b>SERVICES FINANCIERS</b>		
- Services bancaires		
3) <u>Présence commerciale</u>	<p>Les participations étrangères dans les banques et établissements financiers de droit algérien, l'ouverture de succursales de banques et établissements financiers étrangers, sont soumises au principe de réciprocité. L'installation et l'activité des Banques et Etablissements financiers sont soumises au moins à trois conditions:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Se constituer en Société par action;</li> <li>- Souscrire à un capital minimum, la dotation pour les succursales doit être au moins égale au capital minimum exigé pour les Banques et Etablissements financiers; et</li> <li>- Les Banques et Etablissements financiers doivent respecter la réglementation prudentielle.</li> </ul>	<p>Articles 128,130, 131 de la Loi 90-10 relative à la monnaie et au crédit, citée en application sectorielle. Loi 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit modifiée et complétée par l'Ordonnance n°01 du 27 février 2001.</p> <p><u>Règlements</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 90-01 du 4 juillet 1990 relatif au capital minimum des banques et établissements financiers exerçant en Algérie;</li> <li>- 91-10 du 14 août 1991 portant conditions d'ouverture des bureaux de représentation des banques et établissements financiers étrangers;</li> <li>- 92-05 du 22 mars 1992 concernant les conditions que doivent remplir les fondateurs, dirigeants et représentants des banques et établissements financiers;</li> <li>- 93-01 du 3 janvier 1993 fixant les conditions de constitution de banque et établissement financier et d'installation de succursale de banque et établissement financier étranger;</li> <li>- 93-03 du 4 juillet 1993 modifiant et complétant le règlement n°90-01 du 4 juillet 1990 relatif au capital minimum des banques et établissements financiers exerçant en Algérie; et</li> <li>- 95-06 du 19 novembre 1995 relatif aux activités connexes des banques et établissements financiers.</li> </ul>

Modes de fournitures	Mesures	Lois et réglementation pertinentes
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Services bancaires à l'exclusion des assurances et valeurs mobilières</li> <li>- Application sectorielle</li> </ul>		
3) <u>Présence commerciale (suite)</u>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- 96-06 du 3 juin 1996 fixant les modalités de constitution des sociétés de crédit-bail et les conditions de leur agrément;</li> <li>- 97-02 du 6 avril 1997 relatif aux conditions d'implantations du réseau des banques et établissements financiers; et</li> <li>- 2000-02 du 2 avril 2000 modifiant et complétant le règlement 93-01 du 3 janvier 1993 fixant les conditions de constitution de banque et établissement financier et d'installation de succursale de banque et établissement financier étranger.</li> <li>- 06-96 du 22 octobre 1996 fixant les conditions de constitution de banque et d'établissements financiers et d'installation de succursale de banque et d'établissement financier étranger;</li> <li>- 07-96 du 22 octobre 1996 relative aux modalités de constitution de sociétés de crédit bail et aux conditions de leur agrément;</li> <li>- 08-96 du 18 décembre 1996 fixant les conditions de création et d'agrément des bureaux de change; et</li> <li>- 13-97 du 19/12/97 modifiant l'instruction n°08-96 fixant les conditions de création et d'agrément des bureaux de change.</li> </ul>

Modes de fournitures	Mesures	Lois et réglementation pertinentes
3) <u>Présence commerciale (suite)</u>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- 01-99 du 7 avril 1999 portant modalités d'application du règlement n°97-02 du 6 avril 1997 relatif aux conditions d'implantation du réseau des banques et établissements financiers;</li> <li>- 02-99 du 7 avril 1999 relative à la déclaration des crédits consentis par les banques et établissements financiers à leurs dirigeants et actionnaires;</li> <li>- 04-2000 du 30 avril 2000 déterminant les éléments constitutifs du dossier de demande d'agrément de banque ou d'établissement financier; et</li> <li>- 05-2000 du 30 avril 2000 portant conditions pour l'exercice des fonctions de dirigeants des banques et établissements financiers ainsi que de représentations et succursales des banques et établissements financiers.</li> </ul> <p><u>Réglementation prudentielle</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 91-09 du 14 août 1991 fixant les règles prudentielles de gestion des banques et établissements financiers;</li> <li>- 92-08 du 17 novembre 1992 portant plan de compte bancaire et règles comptables applicables aux banques et établissements financiers; et</li> <li>- 92-09 du 17 novembre 1992 relatif à l'établissement à la publication des comptes individuels annuels des banques et établissements financiers.</li> </ul>

Modes de fournitures	Mesures	Lois et réglementation pertinentes
3) <u>Présence commerciale (suite)</u>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- 94-12 du 2 juin 1994 relatif aux principes de gestion et d'établissement de normes dans le secteur financier; et</li> <li>- 95-04 du 20 avril 1995 modifiant et complétant le règlement n°91-09 du 14 août 1991 fixant les règles prudentielles de gestion des banques et établissements financiers.</li> </ul> <p><u>Instructions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 32-91 du 24 octobre 1991 portant établissement des situations mensuelles (imprimés modèle 10r des annexes);</li> <li>- 34-91 du 14 novembre 1991 relative à la fixation des règles prudentielles de gestion des banques et établissements financiers;</li> <li>- 43-94 du 11 juillet 1994 fixant les modalités d'application du règlement 92-08 du 17 novembre 1992 portant plan de comptes bancaires et règles comptables applicables aux banques et établissements financiers;</li> <li>- 68-94 du 1 octobre 1994 fixant le niveau des engagements bancaires;</li> <li>- 73-94 du 29 novembre 1994 relative au régime des réserves obligatoires;</li> <li>- 74-94 du 29 novembre 1994 relative à la fixation des règles prudentielles de gestion de banques et établissements financiers; et</li> <li>- 78-95 du 26 décembre 1995 portant règles relatives aux positions de change.</li> </ul>



Modes de fournitures	Mesures	Lois et réglementation pertinentes
3) <u>Présence commerciale (Suite)</u>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- 79-95 du 27/12/95 portant organisation et fonctionnement du marché interbancaire des changes; et</li> <li>- 04-99 du 12/08/99 portant modèles de déclaration par les banques et établissements financiers des ratios de couverture et de divisions des risques.</li> </ul> <p><u>Réglementation des changes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 90-03 du 8 septembre 1990 fixant les conditions et transfert des capitaux en Algérie pour financer des activités économiques et de rapatriement de ces capitaux et de leurs revenus;</li> <li>- 91-03 du 20 février 1991 relatif aux conditions d'exercice des opérations de biens en Algérie et de leur financement;</li> <li>- 91-13 du 14 août 1991 relatif à la domiciliation et au règlement financier des exportations hors hydrocarbures;</li> <li>- 92-04 du 22 mars 1992 relatif au contrôle des changes;</li> <li>- 94-11 du 13 avril 1994 modifiant le règlement 91-03 du 20 février 1991 relatif aux conditions d'exercice des opérations d'importation de biens en Algérie et de leur financement;</li> <li>- 94-17 du 22 octobre 1994 définissant la réglementation des changes spécifique aux zones franches; et</li> <li>- 95-07 du 23 décembre 1995 modifiant et remplaçant le règlement n°92-04 du 22 avril 1992 relatif au contrôle des changes.</li> </ul>

Modes de fournitures	Mesures	Lois et réglementation pertinentes
3) <u>Présence commerciale (suite)</u>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- 95-08 du 23 décembre 1995 relatif au marché des changes;</li> <li>- 200-03 du 2 avril 2000 relatif aux investissements étrangers; et</li> <li>- 200-04 du 2 avril 2000 relatif aux mouvements de capitaux au titre des investissements de portefeuille des non-résidents.</li> </ul> <p><u>Instructions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 20-94 du 12 avril 1994 fixant les conditions financières des opérations d'importation;</li> <li>- 22-94 du 12 avril 1994 fixant le pourcentage des recettes d'exportation hors hydrocarbures et produits miniers ouvrant à l'inscription aux comptes devises des personnes morales;</li> <li>- 91-94 du 29 décembre 1994 fixant les conditions d'encaissement des recettes en devises provenant des zones franches;</li> <li>- 29-95 du 22 avril 1995 portant modification de l'instruction n°20-94 du 12 avril 1994 fixant les conditions financières des opérations d'importation; et</li> <li>- 02-97 du 30 avril 1997 relative à l'exportation de devises.</li> </ul>

Modes de fournitures	Mesures	Lois et réglementation pertinentes
3) <u>Présence commerciale (Suite)</u>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- 03-97 du 16 avril 1997 relative à l'immatriculation autorisant le traitement des opérations de commerce extérieur et/ou de change manuel;</li> <li>- 07-97 fixant le cadre d'orientation en matière d'endettement extérieur;</li> <li>- 02-98 du 21 mai 1998 relative au transfert sur salaires perçus en Algérie par les travailleurs étrangers;</li> <li>- 03-98 du 21 mai 1998 relative aux recettes d'exportations hors hydrocarbures;</li> <li>- 03-2000 du 25 avril 2000 portant détermination du dossier constitutif de demande de transfert des dividendes bénéfiques et produits de la cession des investissements étrangers;</li> <li>- 02-2001 du 3 avril 2001 fixant les conditions de transfert des paiements extérieurs, des ordonnateurs publics du budget de l'Etat des budgets des collectivités locales, des budgets des offices publics et des budgets des établissements publics à caractère administratif, par les banques ou établissements financiers intermédiaires agréés;</li> <li>- 03-2001 du 9 mai 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais de réparation de transformation ou complément de main d'œuvre rendus à l'étranger au titre des exportations temporaires de matériels d'équipements;</li> <li>- 05-2001 du 4 août 2001 modifiant et remplaçant l'instruction 23-92 du 10 juin 1992 fixant les conditions et modalités d'émission de titres de transport aérien ou maritime et de transfert des excédents de recettes;</li> <li>- 07-2001 du 6 décembre 2001 modifiant et complétant l'instruction 20-94 du 12 avril 1994 fixant les conditions financières des opérations d'importations.</li> </ul>